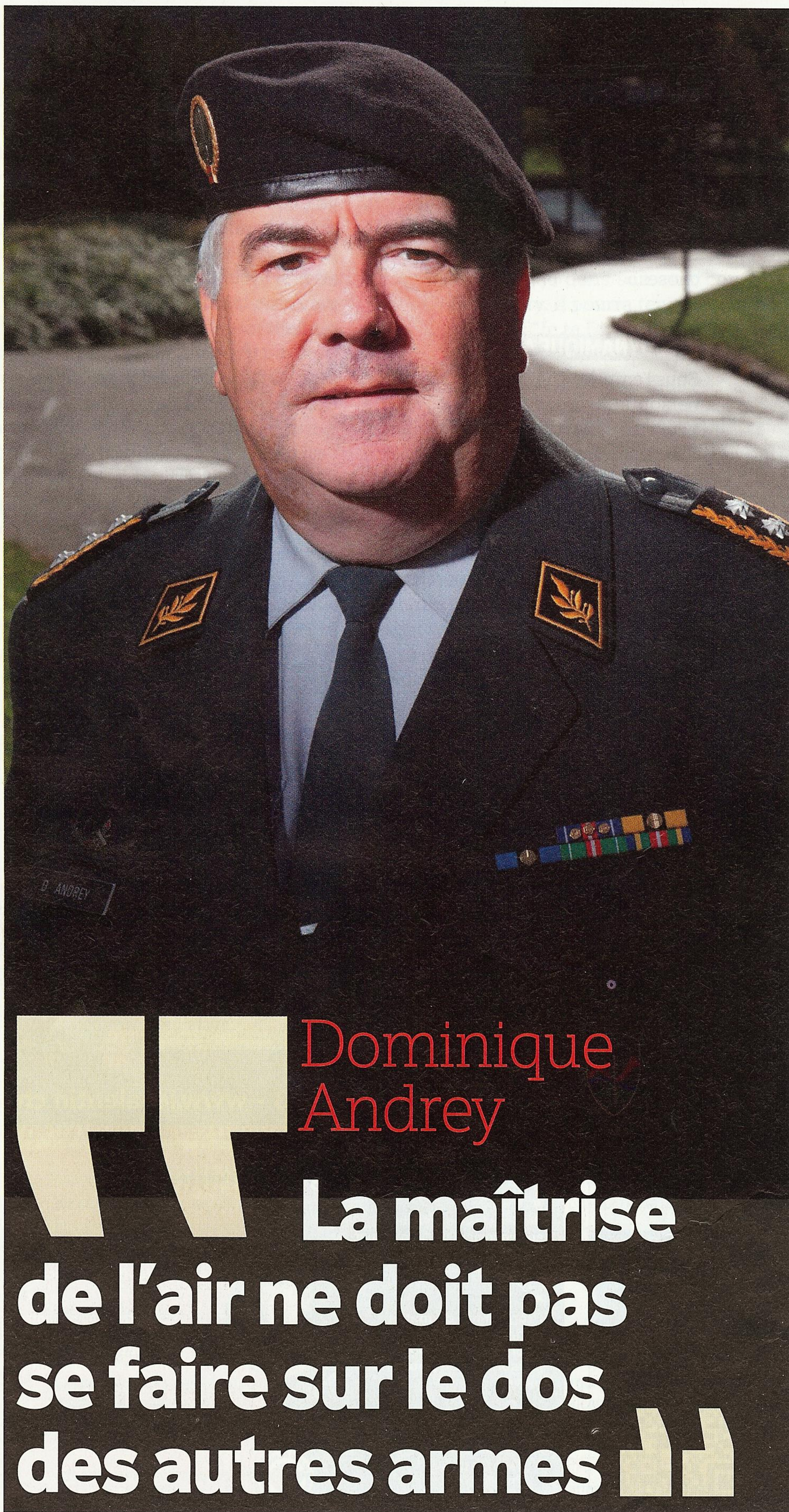




Dominique
Andrey

La maîtrise
de l'air ne doit pas
se faire sur le dos
des autres armes

Faute de moyens financiers, le chef des Forces terrestres craint de ne plus parvenir à répondre aux nouveaux défis: la défense des infrastructures, des réseaux électriques et informatiques devenus indispensables à la société.

PATRICK VALLÉLIAN

Comment va l'armée? Mieux qu'on le dit, mais pas aussi bien qu'elle le devrait, répond sans langue de bois Dominique Andrey, numéro deux de l'armée et chef des Forces terrestres. Deux ans après son premier «coup de gueule» dans *L'Hebdo* pour dénoncer les jeux politiques autour de l'institution militaire, le général romand a accepté de revenir, une nouvelle fois dans nos colonnes, sur l'état de la défense nationale. Son analyse est sans appel: si l'armée doit composer avec un budget à la baisse, elle ne pourra plus assumer toutes ses tâches constitutionnelles et défendre tout le territoire. Elle devra aussi laisser les cantons se débrouiller seuls, admet le haut gradé tout en ajoutant qu'il faudrait remettre à plat le concept sécuritaire national.

Une révolution qui verrait l'armée assumer la sécurité des infrastructures stratégiques comme les réseaux routiers, électriques ou informatiques. Et le remplacement du F-5 Tiger par le Gripen dont le budget risque de grever les finances de l'armée? «Nous pourrions aussi nous doter de puissants moyens DCA qui créeraient sur la Suisse une coupole étanche et qui descendraient tout ce qui rentrerait sans y être invité, avion ou missiles», propose le chef des FT, qui craint de voir ses hommes faire les frais de la folie des grandeurs des aviateurs. Il annonce également que l'armée va renforcer sa cyberdéfense. Interview-vérité.

01

Une armée plus technologique, plus chère.

Nous nous étions promis de nous revoir deux ans après l'interview que vous nous aviez accordée pour faire un nouveau point sur l'état de l'armée (notre édition du 7 octobre 2010). A l'époque, vous nous aviez dressé un tableau sombre de l'institution dont la santé vous faisait «mal au ventre» tant elle n'avait pas de stratégie claire à long terme, qu'elle était le jouet des intrigues politiques ou encore qu'elle manquait d'argent pour boucler ses fins de mois. Qu'en est-il aujourd'hui?

Pour être franc, je vois le futur avec plus d'optimisme, même si la situation n'a pas fondamentalement changé. Comme je le disais il y a deux ans, l'armée va mieux qu'on le dit, mais pas aussi bien qu'elle le devrait. Si nous avons pu trouver des solutions pour stabiliser notre logistique, nous sommes toujours face à d'importantes lacunes d'équipement et d'infrastructure dues au manque d'investissements depuis plusieurs années. Il y a encore et toujours un fossé de 20% entre les tâches qu'on nous demande d'accomplir, les investissements que cela suppose et notre budget réel. C'est une situation à laquelle nous sommes habitués, mais qui reste difficile à vivre au quotidien parce qu'elle nous oblige à parer continuellement au plus pressé. Le vrai point positif, en fait, c'est qu'on n'a jamais – du moins depuis longtemps – autant parlé de politique de sécurité et d'armée que depuis deux ans. On ne peut plus raconter n'importe quoi sur la situation actuelle, sur nos difficultés réelles et sur les défis de développement. Mais pour le reste, nous sommes toujours dans l'attente de décisions.

Pourtant, le Parlement vous a donné en septembre 2011 une orientation claire avec un budget de 5 milliards de francs pour 100 000 hommes contre 200 000 actuellement. Il contredisait d'ailleurs le Conseil fédéral qui lui préférait l'option 80 000 hommes et 4,4 milliards de francs.

L'équation de fond est une affaire d'équilibre entre trois volets: les tâches confiées, les effectifs disponibles et les crédits accordés. Avec 5 milliards de francs et 100 000 hommes, nous pouvons travailler et remplir nos missions actuelles. Je dois avouer que ce signal du Parlement était important pour nous. Il nous a permis de lancer des planifications à plus long terme. Mais voilà, le gouvernement, dont la vision financière globale de la Confédération ne correspond pas toujours aux nécessités de l'armée, a remis en question ce nouvel équilibre. En avril, il a demandé au Département de la défense (DDPS) d'étudier une option

à 100 000 hommes pour un budget de 4,7 milliards auquel il faut retrancher 300 millions pour alimenter le fonds d'achat du remplaçant de l'avion F-5 Tiger. Une nouvelle fois, avec 4,4 milliards, nous nous retrouvons dans une zone d'instabilité. Il faudra définir les conséquences sur les tâches et peut-être sur les effectifs qu'une réduction de nos finances pourra avoir.

Il est difficile de vous suivre sur ce point: actuellement, votre budget tourne autour de 4,3 milliards de francs par an pour 200 000 hommes. Avec cette réforme à 4,4 milliards et la moitié moins de soldats, cela semble tout à fait jouable, en sachant que

20 000 militaires de moins, par exemple, représente une économie théorique de 200 millions?

Si l'on regarde la situation sous cet angle comptable oui, même si dans la réalité la réduction de moitié de nos effectifs sera réalisée essentiellement par la suppression des unités de réserve, peu gourmandes en équipement et en coûts d'entretien. Or le problème n'est pas là. L'armée, faute d'obtenir un budget

capable de couvrir les besoins réels pour ses missions, est en déficit chronique depuis de nombreuses années. Elle utilise le gros de son budget pour la maintenance et peine à compléter ou à remplacer ses matériels ou infrastructures. Elle a aussi dû renoncer à de nombreux investissements, a pris du retard dans d'autres, au point qu'elle a abandonné des programmes d'équipement notamment en matière d'armes antichars ou de lance-mines lourds. Et l'armée du futur ne sera pas forcément meilleur marché. Au contraire, elle sera souvent plus complexe, plus technologique, donc plus chère.

02

Liquider l'immobilier pour financer les besoins

Pour trouver des sous, vous pourriez vendre vos «bijoux de famille», vos biens immobiliers comme l'aérodrome de Dübendorf, qui aiguise bien des appétits à Zurich...

Bien sûr. Notre parc immobilier est gigantesque et pèse bien quelques milliards de francs, bien que tout ne soit pas directement commercialisable. Vendre certaines de nos places d'armes, de nos casernes et de nos aérodromes nous permettrait aussi d'effectuer quelques économies sur nos coûts de fonctionnement et d'entretien, à supposer que nous puissions nous passer de ces surfaces d'exercice et de ces bâtiments. Cependant, si nous devons réaliser cette opération, il y aurait des conséquences importantes dans les régions concernées. De nombreux emplois passeraient à la trappe. Les cantons réagiraient.

Vous pourriez aussi réduire vos effectifs de soldats professionnels?

Actuellement, il y a 9500 salariés pour appuyer un effectif de milice de >>>

«IL FAUT ÊTRE SÉRIEUX! CEUX QUI EFFECTUENT LEUR ÉCOLE DE RECRUE OU LEURS COURS DE RÉPÉTITION NE SONT PAS SOUS LES DRAPEAUX POUR UNE THÉRAPIE D'OCCUPATION. JE M'Y REFUSE.»

«LE SYSTÈME DE CONDUITE ET D'INFORMATION DES FORCES TERRESTRES FONCTIONNE, PEUT-ÊTRE PAS DE MANIÈRE AUSSI OPTIMALE QUE NOUS LE SOUHAITERIONS, MAIS IL FONCTIONNE.»

»» 200 000 hommes. Il y a des militaires, notamment des instructeurs pour la formation de base, et des personnels civils, pour l'administration et la logistique. C'est vrai que s'il y a moins de soldats, on peut se dire que là aussi nous pouvons couper dans les effectifs. Mais, de nouveau, cela ne fonctionne pas ainsi.

Pourquoi?

C'est un problème d'honnêteté vis-à-vis du citoyen-soldat que de lui fournir un appui optimal lors de ses périodes de service. Diminuer la qualité de cet appui, par manque de personnel professionnel, c'est se moquer du temps que le citoyen met à disposition de son pays. Nous pourrions alors tout aussi bien dire que l'armée roule moins, tire moins ou mange moins. Nous pourrions expliquer à nos miliciens qu'ils devront marcher au lieu de se déplacer dans un camion ou dormir à la belle étoile au lieu de passer la nuit dans une caserne que nous aurons dû vendre. Il faut être sérieux! Nos concitoyens qui effectuent leur école de recrue ou leurs cours de répétition ne sont pas sous les drapeaux pour une thérapie d'occupation. Je m'y refuse. Ils doivent avoir l'occasion de s'entraîner afin de pouvoir, le cas échéant, remplir avec le maximum de chances de succès les tâches qui leur seront confiées. Notre armée doit rester crédible. Cela nécessite temps, personnel et matériel. Et pour cela, il nous faut un budget à la hauteur de nos ambitions.

03

Remplacer le Gripen par une coupole DCA?

Et si vous vous passiez d'acheter les remplaçants du F-5 Tiger, ces fameux Gripen suédois qui font couler tant d'encre, notamment pour leurs mauvaises performances et pour les zones d'ombre autour de leur achat?

Laissons la question des zones d'ombre, comme vous dites, à la sous-commission du National qui enquête sur ce point! Elle rendra son rapport à la fin du mois d'août. Pour le reste, les Tiger sont vraiment en bout de course. Il était normal de poser la question de leur remplacement, même si tout cela a été initié à une époque où le changement d'un système par un autre allait de soi. Aujourd'hui, c'est plus compliqué. Plus politique aussi. Par chance, nous disposons de 33 excellents F/A-18 et il aurait été judicieux que l'on puisse en acheter d'autres pour compléter notre flotte. Mais nous ne pouvons pas: cet appareil n'est plus produit. Maintenant, au sujet du Gripen, le sommet de l'illogisme serait de dire à l'armée que c'est elle qui veut ce nouvel avion et qu'elle doit donc se le payer elle-même.

Ce n'est pas le cas?

Je tiens à rappeler que si nous avons besoin d'avions, c'est pour remplir nos missions constitutionnelles, notamment de service de police du ciel. Des missions qui nous sont confiées par le pouvoir politique. Partant de là, je trouverais ubuesque de nous laisser nous débrouiller à l'interne pour financer 3,3 milliards de francs au détriment d'autres secteurs de l'armée. En tant que commandant des Forces terrestres, je ne peux pas me résoudre à admettre que nos véhicules ne tireront plus que de manière statique et que nos soldats ne feront plus qu'un cours de répétition sur deux.

On peut donc se passer de ces avions?

Ce n'est pas ce que je dis. Il y a là aussi un problème d'adéquation entre les ressources et les tâches. Et s'il est vrai que la maîtrise de l'air est importante, elle ne doit pas se faire sur le dos des autres armes.

Nombreux sont les spécialistes qui affirment à voix basse que nos 33 F/A-18

suffisent pour les 10 ou 15 prochaines années, notamment pour entraîner nos pilotes aux attaques au sol. Ou alors acheter des PC-21 largement meilleur marché que le jet suédois et qui seraient tout aussi performants que le Gripen, dotés de missiles et de radars modernes...

Si nous avons besoin d'autant d'avions, c'est parce que nous avons fait le choix d'être libres, indépendants et neutres. Aussi, nous devons effectuer l'intégralité du travail nous-mêmes. Un travail que nous ne voulons pas déléguer à la France ou à l'Allemagne. Or notre voie solitaire a un prix. Et il faut que cette voie soit à la fois efficace et finançable.

Existe-t-il d'autres options?

Oui, bien sûr. Nous pourrions également nous doter de puissants moyens DCA qui créeraient sur la Suisse une coupole étanche et descendraient tout ce qui rentrerait sans y être invité, avion ou missiles. C'est plus simple, moins cher, plus rapide, et sans proportionnalité... Mais est-ce que c'est défendable politiquement et internationalement? Pas sûr.

Et si on ne vend pas les «bijoux de famille» de l'armée, si le budget reste à 4,4 ou 4,7 milliards et si l'armée doit s'offrir elle-même les Gripen, que se passera-t-il?

Clairement, nous n'aurons plus le choix. Cette fois-ci, l'armée devra revoir son organisation et couper dans le vif, notamment dans les prestations qu'on attend d'elle en cas de crise. Une armée plus petite et moins équipée ne sera plus en mesure, en tout cas au sens de la quantité, de défendre le pays et surtout de protéger la population. Elle ne pourra plus, même en cas de mobilisation, être présente simultanément et partout.

Dans le même temps, on pourra vous rétorquer qu'on ne risque pas une guerre de si tôt en Europe...

Et ce n'est pas faux, je vous l'accorde. Mais des crises modernes, interétatiques ou autres, peuvent présenter une palette incroyable de dangers et de menaces pour le pays et la population. Tout peut se détériorer très rapidement. Et l'armée, qui demeure la seule réserve

stratégique de la Confédération, doit être capable de faire face à cette multiplicité et à cette transformation des besoins sécuritaires.

04

L'abandon du soutien aux cantons

Justement, l'armée joue aussi un rôle très important de subsidiarité vis-à-vis des cantons, notamment pour assurer la sécurité du forum de Davos ou la surveillance des ambassades. Vos hommes ont ainsi «offert» 255 386 jours en 2011 aux autorités cantonales. Pourrez-vous continuer ainsi?

Non, l'armée sera moins disponible pour les cantons. Nous ne pouvons plus tout faire comme avant, notamment fournir des prestations en matière de sécurité. Des prestations qui devront être alors assurées par les cantons par des fonctionnaires de police plus nombreux. Et cela ne coûtera, et de loin, pas moins cher aux collectivités publiques que l'armée.

Vraiment?

Vous savez, des policiers sont des fonctionnaires qu'il faut payer toute l'année à la différence de nos miliciens qui ne sont mis sur pied que lorsque le besoin est là. Le temps où certains cantons pouvaient se décharger sur l'armée pour des tâches de surveillance dévolues à la police semble révolu.

Vous êtes en train de nous dire que vos meilleurs alliés ce sont finalement les cantons?

Oui, c'est juste et c'est logique: la Confédération est un système d'alliance entre cantons, du moins en ce qui concerne la sécurité. Les cantons s'entraident mais ils ont besoin de l'armée comme réserve commune, pour la sûreté et les tâches d'aide en cas de catastrophe, lorsque leurs propres moyens sont débordés. Si l'armée doit faire des économies, ils devront trouver d'autres ressources et certainement passer à la caisse. J'espère qu'ils en sont conscients.

Et que dire de ce que vous appelez les nœuds stratégiques?

J'ai une question à vous poser. A quoi cela servirait-il de tenir solidement notre frontière si un adversaire détruit nos lignes de chemin de fer ou nos autoroutes, nos réseaux électriques ou informatiques?



AVIATION Le PC-21 serait-il une alternative au Gripen? Seulement pour une partie des missions.

Pas à grand-chose effectivement.

Les protéger, en cas de crise, appartient aux nouveaux défis de l'armée. Car aucune des régions de notre pays ne peut plus vivre de manière autonome. Elles sont toutes interconnectées en matière d'échanges de personnes, de biens, d'énergie, de données... Ces nombreux réseaux sont indispensables au fonctionnement de notre société moderne, et ils ont pour corollaires des nœuds qui, géographiquement, sont des points névralgiques.

«NOUS POUVONS EFFECTIVEMENT TIRER LA PRISE. ET L'ARMÉE SERA TOUJOURS EN DÉCALAGE ENTRE L'ÂGE DE LA PIERRE TAILLÉE ET LA CIVILISATION MODERNE.»

Mais il y a la police pour cela?

Prenons une infrastructure critique comme une centrale ou un barrage, par exemple. Lors d'une situation tendue, la police va faire des rondes supplémentaires, mais elle sera rapidement surchargée. Si l'adversaire est plus costaud, il faudra tenir l'emplacement avec des moyens de plus en plus lourds. Et cela, l'armée sait le faire. Mais elle devra être présente simultanément sur tout le territoire en se concentrant sur les nœuds stratégiques. Cette présence devra être rapidement nécessaire sur de nombreux sites et absorbera de nombreux effectifs. Ce qui ne se jouera plus avec des corps d'armée ou des divisions comme dans le passé. Les unités seront plus petites, plus flexibles, plus mobiles, plus territoriales aussi. Et l'échelon lourd mécanisé restera, car il faut être capable de rétablir la situation de manière massue et décisive.

En gros, l'armée doit désormais s'occuper aussi de la sécurité intérieure alors que depuis les origines de la Suisse moderne, il a toujours été entendu que la sécurité extérieure était l'affaire de l'armée et son pendant intérieur celle des polices cantonales. C'est une révolution que vous voulez mettre sur la table.

C'est vrai, nous devons révolutionner notre manière d'appréhender la sécurité nationale. Regardons la Suisse moderne en face, elle n'est plus celle de 1848.

05

Cyberdéfense et cyberbataillons

N'est-ce pas d'ailleurs tout le sens du Réseau national de sécurité (RNS) qui se met en place actuellement sous la direction d'André Duvillard, ancien chef de la police neuchâteloise?

>>>

>>> Oui. Je lui souhaite d'ailleurs bonne chance.

Une pointe d'ironie?

Non! Il faut regarder la situation franchement. Le RNS est actuellement encore une boîte noire. Officiellement, il devra mettre en réseau tous les moyens disponibles pour répondre à toutes les menaces. Or chacun s' imagine encore y trouver des solutions à chaque problème, sans devoir trop y contribuer. Il faut impérativement jouer transparence et pragmatisme. Pour que cela soit efficace, il faut que tous les partenaires y apportent leur maximum.

Vous en doutez?

Je suis optimiste de nature, mais j'entends déjà certains cantons nous dire qu'ils n'ont aucun moyen et qu'il faut se retourner vers le RNS, et donc assez rapidement vers l'armée. Mais là, celle-ci risque de ne plus être à la hauteur des attentes puisqu'elle aura été réduite dans sa taille et ses moyens. Nous ne pourrions tout simplement plus faire face à une tâche fondamentale de l'Etat: protéger le pays et ses habitants.

En parlant d'avenir, le DDPS, qui avait été chargé par le Conseil fédéral de gérer le dossier de la cyberdéfense du pays, l'a perdu en avril dernier. Depuis, le Département des finances a repris le leadership et a rédigé la stratégie validée en juin par le gouvernement. Il se dit en coulisses que ce fiasco est dû autant à une guerre entre les offices fédéraux et à l'isolement d'Ueli Maurer au Conseil fédéral...

Nous ne cherchions pas forcément le «lead» dans le dossier. Pour nous, c'était surtout une manière de s'échanger des informations, de progresser. Le mieux que je puisse espérer, c'est que le Département des finances reprenne les bonnes idées du rapport et les mette en œuvre. L'important, finalement, est que notre pays et ses habitants soient à l'abri de ces menaces encore trop sous-estimées.

Peut-être, mais la réponse à la cyber-guerre dans l'espace informatique n'est plus que technique et administrative. Quelle est alors votre stratégie?

Le risque est grand qu'on laisse chaque utilisateur assurer en vase clos sa sécurité même si on sait très bien que ce vase clos n'existe pas en matière d'informatique. Il suffit d'un petit trou dans le dispositif et vous laissez passer n'importe quoi. Nous l'avons dit. Espérons que le message sera entendu. De notre côté, nous allons devoir renforcer notre structure dans ce domaine.

Allez-vous lancer les fameux cyberbataillons?

Ce n'est qu'une vision de l'esprit, mais il faut bien reconnaître que nous avons la capacité de trouver les compétences pour cela. Parmi nos miliciens, nous disposons de génies de l'informatique.



SÉCURITÉ NATIONALE «L'armée devra être présente simultanément sur tout le territoire en se concentrant sur les nœuds stratégiques. Les unités seront alors plus petites, plus flexibles, plus mobiles, plus territoriales.»

06

S'accrocher à un monde en réseau

Si l'on parle d'équipements modernes et de gros dossiers qui ont provoqué des polémiques, où en êtes-vous avec votre système de conduite et d'information des Forces terrestres? Il a été évoqué à plusieurs reprises que ce projet budgétisé à 700 millions de francs ne fonctionne pas et qu'il faudrait encore plusieurs millions pour qu'il fasse entrer l'armée dans le monde moderne. Info ou intox?

C'est faux. L'argent a été investi correctement. Et le système de conduite et d'information des Forces terrestres fonc-

tionne, peut-être pas de manière aussi optimale que nous le souhaiterions, mais il fonctionne. En plus, il a démontré qu'il était indispensable. Actuellement, quand vous constatez quelque chose, vous envoyez un message radio à un soldat qui note sur un papier ce que vous lui avez dit avant de le reporter sur un plastique posé sur une carte. On amène ensuite ce plastique à l'étage supérieur pour en informer les officiers... La société moderne ne fonctionne plus comme cela. Aujourd'hui, chaque jeune soldat possède un iPhone et il est habitué à agir en réseau. Et vous voudriez leur demander de revenir à l'âge de pierre alors que l'information doit se diffuser rapidement.

Où est le problème alors?

Le programme fonctionne très bien avec les réseaux de fibre optique et d'ondes dirigées. En revanche, il peine avec nos appareils radio. Le tuyau est trop petit pour la quantité d'informations qui doit y passer et nos matériels sont trop anciens. C'est ce que constatent tous les fournisseurs d'internet...

A qui la faute?

En fait, nous avons prévu de changer nos radios en même temps que nous mettions en route le nouveau système de conduite. Mais encore une fois, l'argent a manqué et l'investissement a dû être repoussé. D'où ce décalage.

L'helvétisation du programme n'est donc pas en cause?

Pas du tout. L'helvétisation du software pour faciliter son utilisation par la milice et pour remplir nos activités d'aide à la population est tellement bonne que les Espagnols, qui nous l'ont vendu, veulent nous l'acheter. Les autres pays intéressés par ce programme désirent aussi notre programme suisse...

Quand Ueli Maurer dit qu'il veut tirer la prise, il se trompe alors?

Je suis convaincu que notre conseiller fédéral a compris non seulement l'utilité du système mais surtout son indispensable compatibilité avec la société civile dans laquelle vit le citoyen-soldat.

N'empêche que c'est de notoriété publique qu'il est contre ce matériel

moderne qui serait, selon certains UDC, un premier pas vers une adhésion à l'OTAN. Ou, pire, qui vous permettrait d'espionner vos hommes depuis votre bureau...

Ce qui est complètement faux. Les soldats qui ont été instruits sur ce système ne veulent pas revenir en arrière. Vous savez, à la guerre comme dans d'autres domaines, celui qui dispose des meilleures informations a les meilleures chances de gagner. Un rapport d'évaluation du projet a été remis aux commissions du Parlement. Toutes les options sont possibles. Nous pouvons effectivement tirer la prise. Mais nous n'aurons rien et l'armée sera toujours en décalage entre l'âge de la pierre taillée et la civilisation moderne. On peut aussi nous donner les millions qui nous manquent pour acquérir des appareils radio performants. Ou alors modifier le concept d'engagement en diminuant la puissance du réseau et donc le volume des informations que nous voulons faire circuler. Tout est ouvert. Une discussion aura lieu à la fin août. Tout ce que je peux vous dire, c'est que notre système a fait ses preuves. Dernièrement, nous avons participé à un exercice dans la région de Bâle, SEISMO_12. Notre réseau autonome était le seul qui pouvait remplacer le réseau natel qui n'aurait par exemple pas résisté à un tremblement de terre ni à la rupture de l'approvisionnement de l'électricité.

07

Un rapport de sécurité sans stratégie globale

L'armée est-elle aussi en danger avec l'initiative proposant la suppression du service militaire obligatoire? Munie de 107280 signatures, elle a été déposée en janvier 2012 à la Chancellerie fédérale par le Groupe pour une Suisse sans armée et devrait être soumise au peuple en 2013. Craignez-vous un vote sanction après les crises autour de l'armée?

A force de jouer avec l'armée, on la décrédibilise, on la rend précaire. Et à force de couper les budgets, on diminue la qualité de l'instruction. Au final, les citoyens sol-

datés pourraient se dire que tout cela ne sert à rien. Mais je verrais surtout un vote reflétant l'égoïsme ambiant. Nous vivons dans une société où les citoyens comprennent très bien qu'il faut une armée mais ne veulent plus donner ce temps à la nation. Ils délèguent un maximum et si possible sans que cela coûte. Or, notre système de milice est le meilleur qui existe. Il nous permet d'avoir des soldats de haut niveau. Je prétends d'ailleurs que nous avons, à temps d'entraînement équivalent, une meilleure armée que bien des armées professionnelles européennes. Et ce grâce à la qualité de nos hommes. Cela serait dommage de casser cette belle machine, cet engagement pour la société.

Vous êtes donc contre le volontariat?

Soyons franc, le GSSA ne vise pas la fin de l'obligation de servir. Il cherche à réaligner son objectif: une Suisse sans armée.

Vraiment?

La fin de la conscription obligatoire, c'est la fin de l'armée. C'est tout d'abord un problème de quantité: les effectifs ne seront probablement jamais suffisants pour remplir les tâches que j'ai évoquées plus haut: la sécurité du pays et de ses habitants ne sera donc que partielle et donc sélective. Ce sera ensuite un problème de qualité: la force de notre système actuel de milice est la représentation effective de notre société, avec ses forces et capacités. Se baser sur le volontariat, c'est accepter de n'avoir pour protéger pays et population que des catégories particulières de la société. Et finalement, il faut admettre que l'obligation de servir protège aussi le citoyen-soldat dans le monde du travail. Un employeur ne peut pas aujourd'hui pénaliser un milicien, dans le cas du volontariat si.

Quelles conséquences en tirez-vous pour le développement de l'armée dans les années à venir?

Si l'on veut maintenir un système de milice, sur une base d'obligation de servir, il faut avoir l'honnêteté de donner à ces citoyens le maximum de chances de pouvoir remplir leurs missions, notamment en les instruisant de manière exigeante, en les équipant de manière moderne et en développant des modèles de service

qui soient davantage en phase avec la société moderne. Au niveau organisationnel tout d'abord, nous pensons qu'il ne faudrait plus que deux écoles de recrues par année au lieu de trois actuellement. Nous estimons également que chaque soldat devrait exécuter ses cinq cours de répétition en l'espace de huit ans au lieu des six cours. Nous abandonnerions aussi les quatre années de réserve.

Ces questions auraient dû être traitées par le dernier rapport politique de sécurité sorti en 2010, non?

Oui. S'il présente une très bonne analyse des risques et menaces, ce rapport ne précise rien du comment on veut anticiper, prévenir, protéger, intervenir et rétablir, ni surtout avec quels moyens et quelles priorités. C'est ce que je déplore, ce manque de stratégie globale. Je sais que cela sera discuté dans la prochaine mouture du rapport de sécurité.

Dans dix ans, comme les précédents rapports?

Non, nous n'aurons plus une nouvelle feuille de route tous les dix ans comme aujourd'hui, mais tous les quatre, soit lors de chaque législature. C'est un sujet sur lequel planche le Conseil fédéral. Et je m'en réjouis. De tels rapports, s'ils sont bien faits, sont essentiels même si l'armée préférerait une planification à huit ans. Cela dit, nous savons désormais que notre situation sera instable jusqu'en 2016, jusqu'au moment où le peuple aura voté l'initiative du GSSA, qu'il aura donné son avis sur l'achat du Gripen également et que la nouvelle loi militaire sera sous toit. Jusque-là, nous devons vivre au jour le jour. Ce qui est pénible parfois.

Un vœu pour l'avenir?

Gouverner, c'est prévoir. Avoir une armée, c'est avoir une réserve stratégique pour intervenir de manière décisive lorsque la crise se présente. Mais il faut avoir la volonté de donner à cette armée les moyens de remplir les tâches que l'on attend d'elle... ou alors le courage – et la prise de risque – de diminuer la liste des prestations attendues. C'est une question de choix fondamental, non pas militaire mais politique! ◻

GRIPEN L'avertissement
du chef des Forces terrestres

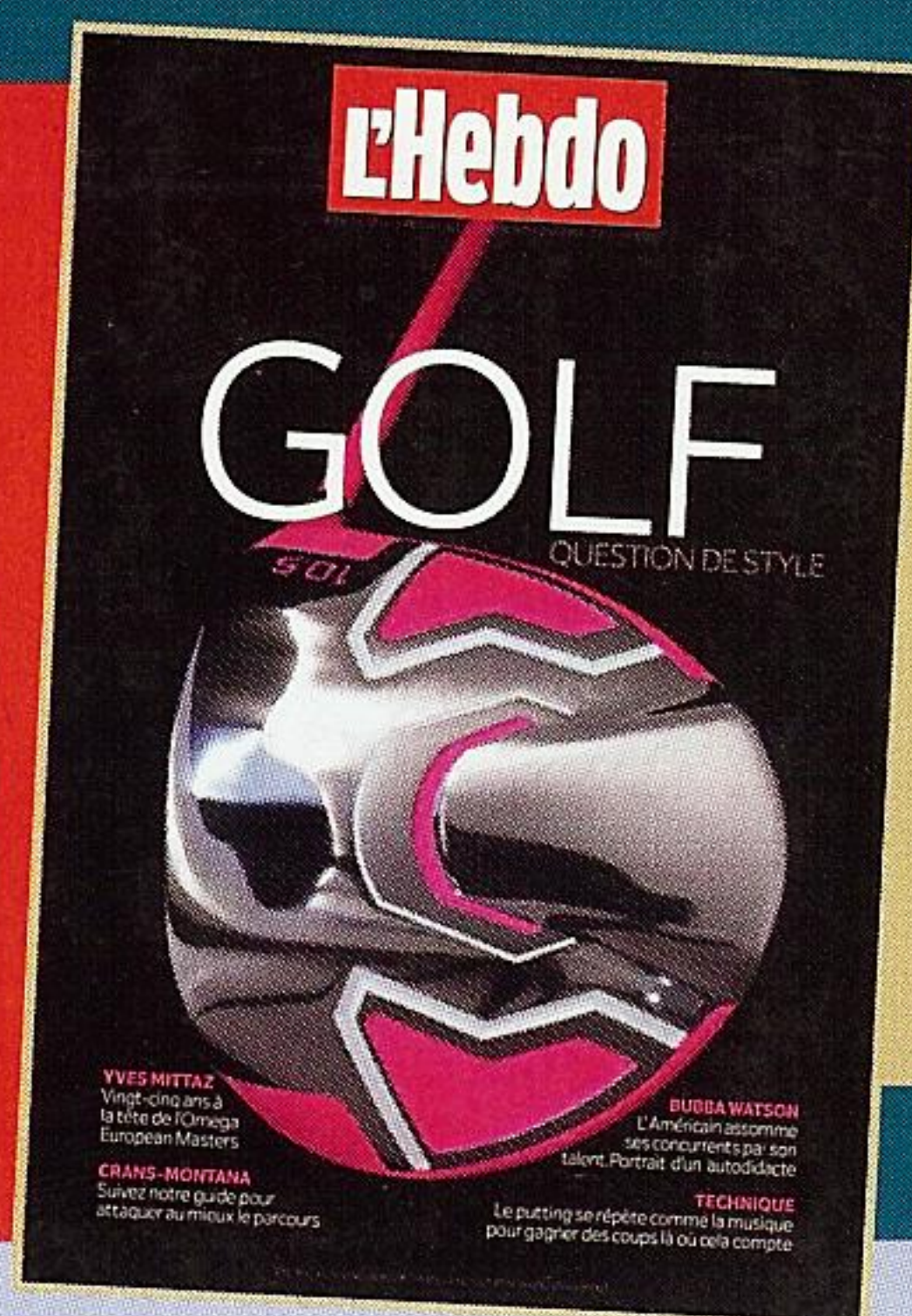
PERVERS NARCISSIQUES
Des séducteurs impitoyables

www.hebdo.ch

L'Hebdo

Fr. 5.90

N° 34 Semaine du 23 août 2012



HORS-SÉRIE

YVES MITTAZ «LES JOUEURS
RAFFOIENT DE CRANS»

CRANS-MONTANA NOS CONSEILS
POUR MAÎTRISER LE PARCOURS

BUBBA WATSON PORTRAIT D'UN
EXTRAORDINAIRE DEVENU UNE ICÔNE

48 PAGES SPÉCIALES

TOURISME

LES SOLUTIONS POUR SORTIR DE LA CRISE



- Les raisons d'une désaffection
- Témoignages: des hôteliers qui réagissent
- Comment réinventer une identité touristique